

CONFERENCE DE PRESSE DU FONAC

N'Djaména le 19 AOUT 2016-

DECLARATION LIMINAIRE

Mesdames et Messieurs les Journalistes,

Au nom du Front de l'Opposition Nouvelle pour l'Alternance et le Changement (FONAC), je vous remercie d'honorer de votre présence cette conférence de presse dont nous espérons un compte rendu objectif dans vos organes respectifs.

Le FONAC, créé le 26 juillet 2016, a à son actif plusieurs activités dont je citerai les plus importantes qui se sont déroulées il y a deux semaines. Nous avons en effet organisé un meeting populaire le 6 août, une marche pacifique le 7 août et une opération Villes Mortes le 8 août. Toutes ces activités ont rencontré un succès éclatant. C'est la première fois, sous le règne du MPS, qu'un regroupement de partis politiques a ainsi osé défier le régime, malgré l'interdiction du meeting et de la marche pacifique par le gouvernement.

C'est ici le lieu de rendre un vibrant hommage à nos militants, aux sympathisants et aux citoyens qui ont massivement répondu à notre appel. Le gouvernement croyait nous apeurer et nous intimider en signant un acte d'interdiction illégal qui viole nos lois. Le rassemblement est un des moyens d'expression prévus par la Loi 19 qui régit les partis politiques, et la Constitution de la République autorise pleinement les partis politiques à organiser des marches pacifiques. Le droit était donc de notre côté, et l'illégalité, comme d'habitude, du côté du gouvernement. Et comme illégalité rime avec violence, le pouvoir en a usé et abusé ces trois jours, en déployant massivement des forces de sécurité, y compris les éléments de la garde présidentielle, communément appelés « bérets rouges ». Le Président Déby a donné l'ordre de tirer pour blesser et tuer. C'est lui qui a permis à la Police nationale de tirer les balles à gaz lacrymogène sur de paisibles citoyens en visant leurs parties sensibles ou vitales. Un de nos militants a perdu l'œil dans cet exercice funeste. C'est le même président Déby qui a ordonné, le 7 août, des tirs à balles réelles qui ont tué le jeune Rombaye Emmanuel, venu de Sarh pour retirer son diplôme de baccalauréat qu'il venait de passer brillamment. Tous les deux sont de jeunes tchadiens à la fleur de l'âge, en quête d'un avenir incertain.

Le président Déby, en faisant intervenir des forces de 3^{ème} degré, a ostensiblement violé la loi, car la garde présidentielle n'a pas vocation à intervenir dans le maintien de l'ordre. Garant des lois de la République, le président Déby en est le premier violeur. C'est dire que nous vivons dans l'insécurité la plus totale dans un pays où le président de la République viole les lois tous les jours.

En répondant à nos mots d'ordre, dont celui de la Ville morte qui a été très largement suivi, les Tchadiens ont fait la démonstration de leur rejet de ce pouvoir illégal et illégitime. Oui, chers amis, depuis le 8 août 2016, pour le FONAC et les forces progressistes du Tchad, Idriss Déby Itno est un président illégal et illégitime que nous traiterons ainsi dorénavant. Nous regrettons évidemment la présence à N'Djaména, le 8 août, d'un certain nombre de chefs d'Etat africains, même si cela ne

constitue plus vraiment une surprise. Mais que dire des pays des sphères européennes et américaines qui sont venus assister à cette énième mascarade, alors qu'ils n'ignorent pas que Déby, arrivé au pouvoir par la force en 1990, a perpétré un coup d'état électoral le 10 avril 2016 ? Qui ignore que les quatre élections présidentielles précédentes n'étaient qu'un simulacre et une farce électorale ? Nous regrettons profondément que des pays qui portent haut et défendent les valeurs démocratiques soient venus avaliser le sacre d'un homme qui, la veille encore, faisait couler le sang de ses concitoyens.

Pour notre part, nous voulons rassurer l'opinion nationale et internationale que notre lutte ne s'arrête pas au 8 août 2016 : elle se poursuivra dans la durée, sur tous les fronts, dans le strict respect des lois, par des actions pacifiques. Les semaines qui viennent ne seront donc pas de tout repos pour le gouvernement.

Pouvait-il d'ailleurs en être autrement lorsque l'on observe l'état de décrépitude avancée du Tchad ? Le seul choix qui nous reste, nous, véritables démocrates, c'est de livrer une lutte sans relâche contre ce système honni par tous et qui tient tout un peuple en otage. Naguère Etat informel, le Tchad est devenu un non-Etat tout court. Tout est bloqué du fait de pratiques ancestrales dans un environnement moderne : au Tchad, il n'y a plus ni morale, ni éthique ; on vole, on pille et on tue à ciel ouvert, impunément, avec la bénédiction de ces Princes qui nous gouvernent. L'échec le plus cuisant est celui des finances publiques lorsque, il y a un mois, nous avons frôlé la banqueroute déclarée à la BEAC. Le gouvernement a beau invoquer la chute des cours du pétrole, la vérité est ailleurs. Notre pétrole a été gagé sur plusieurs années et nous n'en percevons plus de revenus. Comment avons-nous pu en arriver là ? Le gouvernement nous doit des explications, au lieu de chercher à nous rouler dans la farine, comme il en a l'habitude.

Les causes visibles de cet échec cuisant se trouvent dans la patrimonialisation accentuée de la gestion des affaires publiques. Quand on y ajoute le goût immodéré du lucre qui ponctue chaque action de nos dirigeants, nous avons une base de compréhension. Avec un zeste de tribalisme et de népotisme de plus, le tour est joué. Déby a beau changer de gouvernement, il est arrivé au bout de ses compétences et ne peut plus trouver de solution à nos problèmes.

Les résultats de la dernière présidentielle sont clairs, un deuxième tour s'imposait et nous en avons fait la démonstration. Aujourd'hui, force est de constater que notre pays est dans un gouffre. Pour en sortir, nous faisons appel à notre patriotisme et invitons ceux qui ont volé la victoire à la modestie et à l'humilité pour accepter, sans délai, un dialogue inclusif avec toutes les forces sociopolitiques du pays. Pour être viable, un tel dialogue devrait se dérouler sous les auspices des partenaires du Tchad qui ont l'habitude de nous accompagner dans ce genre d'exercice.

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Après cette déclaration liminaire, nous sommes à votre disposition pour répondre aux questions que vous souhaiteriez poser.

Je vous remercie.